
Caractéristiques du contrat

Statut : **Contractuel**

Dates du contrat : **01/09/2026 au 31/08/2027**

Durée du contrat : **12 mois**

Nombre d'heures d'enseignement : **192h eq. TD**

Rémunération brute mensuelle : **INM 469 soit 2308,78€ brut**

Section CNU : **01- Droit privé et sciences criminelles**

Formation : Doctorat ou diplôme équivalent **acquis**

Composante : **Faculté de droit, économie, gestion**

Profil de poste : Droit civil – droit des affaires

1. Pédagogie**a. Description du Département et de sa politique**

structuration : Le département est composé de 4 sections CNU (01 : Droit Privé – 02 : Droit Public – 03 : Histoire du Droit – 04 : Science Politique)

offre de formation : Dans le cadre du contrat d'établissement quinquennal 2022-2027, l'offre de formation en droit s'articule ainsi :

- une Licence en Droit (à Angers et Cholet), une double licence droit-économie à Angers et une double licence droit-histoire à Cholet ;
- deux licences professionnelles : Métiers des Administrations et Collectivités territoriales – Métiers du Notariat ;
- pour les Masters en Droit : Master Droit des Affaires avec deux parcours : Droit privé économique, Droit de l'Entreprise dès le M1 – Master Droit notarial - Master Droit Privé avec 2 parcours : Droit et Pratique des Procédures, Droit Privé Approfondi, Responsabilité Civile-Risques-Innovation – Master mention Droit Public, parcours Droit des Interventions Publiques – parcours Droit International et Européen – parcours Histoire du Droit et des Institutions – parcours Management et Droit des Organisations Scolaires ;
- Autres formations : Capacité en Droit - Diplôme d'Université Sciences Criminelles – Licence Professionnelle Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs.

Depuis 2019, une « clinique juridique Lighthouse » a ouvert en droit des migrations et des espaces.

Préparation concours et examen : Institut d'Etudes Judiciaires (Ecole Nationale de la Magistrature – Centre Régional de formation professionnelle d'avocats).

- effectifs étudiants par mention (sur 3 ans)

Effectifs LICENCE Droit	2023-2024	2024-2025	2025-2026
L Droit Angers + santé + parcours adm publique (parcours fermé en 25-26)	979	1008	1041
L Droit Cholet + santé	290	301	339
L Droit-Histoire Cholet	81	90	89
L Droit-Economie	76	83	80
LP Métiers du Notariat	18	19	13
LP MACT	9	9	9
Capacité en Droit (années 1 et 2)	35	84	38
TOTAL LICENCE Droit	1488	1594	1609
Effectifs MASTER Droit	2023-2024	2024-2025	2025-2026
Mention Droit des Affaires	62	62	60
Mention Droit Privé	128	133	137
Mention Droit Public	102	105	94
Mention Droit Notarial			25
TOTAL MASTER Droit	292	300	316
Effectifs DU-LP-IEJ	2023-2024	2024-2025	2025-2026
DU Sciences Criminelles	51	47	46
LP Mandataire Judiciaire à la Protection des Majeurs (DU en 2023/2024)	17	13	26
IEJ (prépas CRFPA et ENM)	117	81	En cours

- effectifs et répartition des E et EC du Département

Grade	Section 01	Section 02	Section 03	Section 04
ATER	2	2	1	0
E contractuel	2	0	0	0
DCACE	2	0	1	0
PAST	1(PR)	1(MCF)	0	0
MCF	11	10	2	1
PR	6	7	2	1
Total	24	20	6	2

- effectifs et répartition BIATSS

Pôle Recherche (7) Pôle Licence (10) Pôle Master (7) Pôle Partenariats et Communication (6)
Pôle Direction (6)

b. Besoins pédagogiques

La personne recrutée devra assurer principalement des travaux dirigés en licence et en M1 en fonction des besoins, ainsi que des CM. Son service pourra aussi être composé d'interventions à l'IEJ, dans la limite des obligations de service telles qu'elles sont règlementairement définies.

Les TD et les CM à pourvoir sont prioritairement en droit civil et en droit des affaires, voire si besoin est en droit pénal. Les éventuelles interventions à l'IEJ auront lieu en droit civil, droit des affaires ou droit pénal.

Le poste inclut les charges inhérentes aux TD (correction des copies, surveillance des examens, etc.).

L'ensemble du service devra être accompli exclusivement au sein des formations proposées par la Faculté de Droit-Économie-Gestion.

c. Compétences pédagogiques recherchées

La personne recrutée devra posséder une sérieuse expérience pédagogique, c'est-à-dire avoir déjà assuré des cours ou des TD.

Elle sera docteur en droit et devra avoir obtenu la qualification CNU aux fonctions de maître ou maîtresse de conférences de préférence.

Elle aura ainsi manifesté un intérêt certain pour la pédagogie, voire pour l'innovation pédagogique : ressources numériques, etc...

Il sera fait appel à ses compétences pour intervenir prioritairement en formation initiale, sans exclure toutefois la formation continue.

Au regard du cursus de certains diplômes, il sera fait appel à elle pour l'encadrement individuel des étudiants (Enseignant référent, mémoire, stage, projet).

Son intervention pourra être sollicitée dans les modules de projet personnel et professionnel de l'étudiant, de méthodologie du travail universitaire.

d. Implications attendues

Il sera attendu de la personne recrutée en fonction des besoins une implication dans la prise en charge de responsabilités collectives : de formation, de modules et une participation aux journées portes ouvertes, liaisons avec les lycées, salons, formations. Le cas échéant, et s'agissant des relations internationales, le ou candidat-e pour être amené-e à participer à des enseignements à l'étranger dans le cadre d'échanges.

2. Recherche

a. Le laboratoire et son environnement

Le Centre Jean Bodin est un laboratoire de recherche en droit et science politique. Le laboratoire a obtenu en 2008 la labellisation d'équipe d'accueil sollicitée auprès de l'autorité de tutelle en novembre 2006 : CJB UPRES EA n°4337, du pôle de recherche Lettres Langues Sciences Humaines et Sociales (LL-SHS).

Cette équipe (droit privé, droit public, histoire du droit, science politique) regroupe 46 enseignants-chercheurs et chercheurs, 45 doctorants, 11 membres associés et 5 personnels administratifs (3.25 ETP).

Le Centre Jean Bodin fait partie de la SFR Confluences.

Site web du laboratoire : <https://centrejeanbodin.univ-angers.fr/fr/accueil-cjb.html>

b. L'activité de recherche du laboratoire

Le Centre Jean Bodin est structuré autour de deux axes de recherches principaux, divisés en sous-axes.

Axe 1 : États et Institutions

Sous-axe 1 : Justice(s) en mutation

- Justice et nouvelles normativités
- Permanences et transformations de la justice

Sous-axe 2 : Gouvernance, identités et territoires

- Pouvoir et territoires
- Démocratie et territoires
- Cohésion sociale et territoires

Axe 2 : Droit et société : transitions et régulations

Sous-axe 1 : Santé, bien-être et éthique

- Bio-éthique, normes et santé
- Santé et cadres de vie
- Bien-être

Sous-axe 2 : Patrimoine(s) économique, culturel et naturel

- Patrimoine économique
- Patrimoine culturel et naturel

Projets structurants et contrats majeurs :

Le Centre Jean Bodin est porteur de plusieurs projets nationaux et régionaux, et est associé à un projet européen :

- Le projet européen "REWilding and Restoration of InterTidal sediment Ecosystems for carbon sequestration, climate adaptation and biodiversity support" (REWRITE), coordonné par Nantes Université, duquel le Centre Jean Bodin est associé.
- Le projet ANR Violences Sexuelles & Enfance en Guerre (VSEG), porté par l'Université d'Angers et L'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne
- Le projet « Vers l'émergence d'un droit neuro-éthique érigé en contrepoint des droits revisités par le numérique ? Réflexion à partir du droit de la consommation », porté par l'Université d'Angers et l'Université de Lille
- Le projet Pulsar EUROPROTEC
- Le projet Pulsar PaNES

Le Centre Jean Bodin est également à l'initiative de la création de la Chaire EARTH : Environment, Adaptability, Risks, Transitions, Health.

Le laboratoire soutient également des projets de recherche non-financés par un dispositif spécifique.

c. Positionnement recherche de l'ECER recruté-e

Il est attendu de la personne recrutée une activité régulière de publication dans les revues juridiques avec comité de lecture et un travail de valorisation de sa recherche.

Ses domaines de recherche devront correspondre au domaine recherché - droit civil, droit des affaires – et s'inscrire dans l'axe 1 du Centre Jean Bodin.

3. Informations portail européen EURAXESS :

a. Job position :

Non Permanent professor (Recognised/established researcher R2-R3)

b. Job profile :

At the University of Angers, the department of Law seeks to appoint from September 2026 a new faculty member in the position of a non-permanent professor of civil law, trade law and criminal law.

Applicants must have a Doctoral degree, Ph.D., or equiv. in law, or a closely related area, by the time of appointment.

Applicants should have pedagogical aptitude and experience in teaching (in French) and supervising students at bachelor's level and master's level, as well as contributing to further teaching and administrative responsibilities of the department. He/she will be asked to promote the Department and its teaching and research environment.

A greater attention will be on applicants with research expertise and interest in civil law, trade law and criminal law. Additional expertise in quantitative applications in the fields mentioned above is welcome.

c. Research fields :

The appointed candidate will be part of the Centre Jean BODIN, the research group in Law at the University of Angers.

He/she should develop and maintain a research agenda in the fields of civil law, trade law and criminal law.

We offer a dynamic, international, and team-oriented working environment in intensive dialogue with academic colleagues and business partners. Angers is a green and dynamic city, and our innovative university is rank 1 in France (students success rates, Bachelor).

d. Skills – Qualifications :

The person recruited must have serious teaching experience (have already taught courses or TDs).

These person's skills will be called upon to give priority to initial training, without excluding continuing training.

In view of the curricula for certain degrees, they will be called upon to supervise individual students (mentor teacher, dissertation, work placement, project).

4. Exposition à des risques particuliers (justifiant une visite auprès d'un médecin agréé pour le candidat ou la candidate retenu-e)

- Agents chimiques dangereux (solvants, produits inflammables, corrosifs, explosifs, ...)
- Agents biologiques humains, animaux, végétaux, OGM ou non – manipulations d'animaux
- Agents cancérigènes, mutagènes ou reprotoxiques (CMR)
- Agents physiques mécaniques (travail en hauteur, machines dangereuses avec risques de chocs, écrasement, projection, coupure, piqure, etc...)
- Autres agents physiques (vibrations, bruit, électricité, rayonnements ionisants, rayonnements non ionisants, travail en milieu hyperbare ou dépressurisé, températures extrêmes, éclairage)
- Electricité (habilitation électrique nécessaire)
- Postures pénibles, manutentions lourdes, gestes répétitifs
- Travail isolé
- Déplacements professionnels (situation politique et sanitaire locale, conduite d'engins, risque routier, etc...)
- Autres risques dont risques émergents (à préciser) :
- Sujétions, astreintes, contraintes particulières (à préciser) :
- Aucune exposition à des risques particuliers

Informations complémentaires

Enseignement :

Département d'enseignement : Droit

Lieu d'exercice : Angers

Co-directrices de Département : Caroline DUPARC et Gaëlle HARDY DE DIEULEVEULT

e-mail : caroline.duparc@univ-angers.fr ; gaille.hardy-dedieuleveult@univ-angers.fr

Président de la section droit privé : Christophe BLANCHARD

e-mail : christophe.blanchard@univ-angers.fr

Recherche :

Laboratoire : Centre Jean Bodin

Lieu d'exercice : Angers

Nom du Directeur de Laboratoire : François HOURMANT

e-mail : francois.hourmant@univ-angers.fr

Dépôt des candidatures : Les candidat-e-s doivent soumettre leur dossier en déposant les pièces demandées via l'annonce publiée sur le site de l'université, du 24 février au 25 mars 2026.

Vérification de la recevabilité : Après la clôture de l'annonce, le pôle enseignants de la Direction des ressources humaines examinera la recevabilité des candidatures. Un courriel sera adressé aux candidat-e-s dont la candidature est jugée irrecevable, entre le 27 mars et le 30 avril 2026.

Étude des candidatures recevables : Les dossiers recevables seront analysés par les comités de sélection du 30 avril au 5 juin 2026. Chaque comité pourra, s'il le souhaite, organiser des auditions des candidat-e-s présélectionné-e-s. durant cette période.

Notification des résultats : Les candidat-e-s seront informé-e-s par courriel, envoyé par le pôle enseignants, des décisions prises par le comité de sélection, au plus tard le 8 juin 2026.